Dialogue sur le développement du secteur rizicole et les politiques commerciales en Afrique de l'Ouest

Webinaire en ligne[1]

Jeudi 22 octobre 2020, 13 h 30 – 16 h 00 GMT

L'Initiative Prospective agricole et rurale (IPAR) et le Centre européen des gestions de politiques de développement (ECDPM) organisent un webinaire portant sur le rôle des politiques commerciales dans le développement des filières rizicoles en Afrique de l'Ouest, un secteur clé pour les politiques agricoles et alimentaires dans la région. Ils présenteront une étude récente sur ce sujet. S'en suivra une table ronde avec divers acteurs concernés au premier plan et un échange avec l'auditoire afin d'informer les processus de politiques nationales et régionales concernant le commerce et la mise sur le marché du riz.

Pour s'inscrire au webinaire, les personnes intéressées sont invitées à remplir le formulaire en ligne.

Contexte

Le riz a pris une place majeure dans l'alimentation des ménages des pays d'Afrique de l'Ouest,[2] représentant 37% de la consommation alimentaire céréalière. Bien que la production de riz a régulièrement augmenté dans ces pays au cours des dernières décennies, les besoins de consommation ont augmenté plus rapidement, surtout du fait de la consommation des ménages urbains. Les pays d'Afrique de l'Ouest sont donc devenus fortement dépendants des importations de riz de l'étranger. Les répercussions dans les pays ouest-africains de la flambée des prix internationaux du riz et des perturbations du commerce du riz dans différentes parties du monde ont été des faits marquants de la crise des prix alimentaires de 2008.

Au lendemain de cette crise, les gouvernements ouest-africains ont ambitieusement renforcé le soutien public au secteur rizicole. Les mesures prises par les gouvernements ont surtout visé à augmenter rapidement la production agricole, en facilitant l'accès aux intrants, en aménageant des périmètres irrigués à grande échelle et parfois en soutenant les prix agricoles. Les chiffres de la production primaire ont considérablement augmenté dans les années qui ont suivi. Pourtant, à quelques exceptions près, ces politiques n'ont pas abouti à des gains de productivité importants et durables ni à l'émergence de filières plus intégrées. Les politiques ont insuffisamment abordé les divers aspects de la commercialisation du riz, en particulier la coordination entre les petits riziculteurs, les transformateurs industriels et les distributeurs, la gestion de la qualité du riz et les échanges transfrontaliers.

---

[1] Les détails sur les modalités de participation par visioconférence seront communiqués aux participants ultérieurement.

[2] Pris au sens de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Au cours de cette période, les pays d'Afrique de l'Ouest sont restés tout autant dépendants des importations de riz d'outre-mer. Ces importations couvrent entre un tiers et près de la moitié des besoins de consommation dans la CEDEAO, selon différentes sources. La région est devenue un très gros importateur de riz dans le monde, représentant près d'un cinquième des importations mondiales. Cette situation a exposé les pays d'Afrique de l'Ouest à la volatilité des marchés internationaux du riz. De plus des inquiétudes ont été exprimées quant au manque de transparence des importations de riz, l'importation de riz de mauvaise qualité et le transbordement illégal entre les pays d'Afrique de l'Ouest.

Dans ce contexte l'IPAR et l'ECDPM ont entrepris un projet[3] pour mieux comprendre les dynamiques du commerce du riz dans les pays d'Afrique de l'Ouest et analyser les liens entre d'une part les systèmes commerciaux, extra- et intra-régionaux, et d'autre part les processus de développement des chaînes d'approvisionnement rizicoles locales et régionales. Sur la base de ce diagnostic l'objectif était d'identifier des options de mesures qui pourraient rendre le régime commercial plus favorable au développement du secteur du riz en Afrique de l'Ouest. Les pays sur lesquels s'est focalisée l'étude comprennent le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Bénin et le Nigéria.[4]

Ce projet a aussi visé à appuyer le dialogue sur les politiques concernant le commerce et la mise sur le marché du riz, à la jonction des domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, du commerce et de l'industrie. Il s'inscrit en particulier dans le contexte de l'Offensive régionale pour la relance durable de la production rizicole en Afrique de l'Ouest menée par la Commission de la CEDEAO et plus largement des politiques agricoles et commerciales communautaires. C'est dans ce but que l'IPAR et l'ECDPM organisent une rencontre impliquant des acteurs publics et privés et permettant un débat sur de possibles mesures favorables à l'essor de filières rizicoles compétitives et durables en Afrique de l'Ouest. Celle-ci aura lieu en ligne du fait de la Covid-19.

Objectifs

La réunion aura pour objectifs de :

1. présenter l'étude de l'ECDPM et de l'IPAR sur le commerce du riz, construire un diagnostic partagé sur les liens entre régimes commerciaux et filières rizicoles et échanger sur les modalités de prise en compte de ces données dans les processus de politiques publiques nationaux et régionaux dans différents pays ouest-africains;

2. identifier les facteurs favorables à des avancées, ou les sources de blocages, des réformes de politiques et de réglementations concernant les marchés et le commerce du riz et discuter des changements qui pourraient favoriser le développement de marchés inclusifs et résilients et l'essor de filières locales compétitives et durables;

3. clarifier les intérêts convergents, ou divergents, entre divers acteurs étatiques et privés, qui encouragent, ou freinent, la coopération régionale pour la gestion du marché et du commerce du riz dans la CEDEAO, notamment dans le cadre des politiques agricoles et commerciales communautaires.

La webinaire devrait aboutir à une base d'information de référence partagée permettant d'évaluer différentes options de réformes et de déterminer des priorités. Il devrait aussi déboucher sur des pistes

[3] Le projet a bénéficié du soutien du Fonds pour l'appui-conseil en matière de politiques agricoles et l'innovation (GV FABI) de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

[4] En prenant également en compte le commerce du riz avec les pays voisins, par exemple la Côte d'Ivoire.

pour poursuivre le dialogue, nouer des alliances entre acteurs de la filières et identifier des actions promouvant la cohérence des politiques agricoles, commerciales, alimentaires et autres.

Programme provisoire

Le webinaire comprendra :

- une présentation de l'étude sur les systèmes commerciaux du riz;
- un débat avec les invités;
- une séance de commentaires, questions et réponses avec les participants.

Les discussions seront modérées par Ibrahima Hathie, Directeur de recherche à l'IPAR, et Fabien Tondel, Chargé de mission à l'ECDPM. Une traduction simultanée anglais-français sera disponible.

À propos des organisateurs

Le *Centre européen de gestion des politiques de développement*/European Centre for Development Policy Management (ECDPM), basé à Maastricht et à Bruxelles, est un think tank indépendant qui œuvre pour que les politiques en Europe et en Afrique se réalisent dans le cadre d'un développement durable et inclusif. Dans le domaine de la Transformation Économique et Agricole, en particulier, l'ECDPM apporte un soutien ciblé aux processus politiques pour le développement de chaînes de valeur agroalimentaires régionales compétitives, inclusives et résilientes en Afrique de l'Ouest et au Sahel, dans le cadre des programmes de développement des pays de l'Afrique de l'Ouest et de la coopération économique Afrique-Europe.

L'initiative prospective agricole et rurale (IPAR), basée à Dakar, est un organisme de recherche indépendant à but non lucratif qui travaille dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de l'emploi, des migrations, de la gestion de l'eau et du changement climatique. L'IPAR a pour but d'appuyer le débat public national et et de promouvoir le dialogue continu entre les décideurs, les chercheurs et les utilisateurs des résultats de la recherche au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Il a récemment contribué à évaluer l'impact de la libéralisation du commerce sur le développement agricole au Sénégal.

Pour toute question, veuillez prendre contact avec Alexandra Beijers, ab@ecdpm.org, et Fabien Tondel, ft@ecdpm.org.